

Les Etats-Unis au Proche-Orient

Le pétrole, la campagne de démocratisation, la guerre contre le terrorisme et le 'lobby' juif, des facteurs qui marquent la politique extérieure américaine dans la région.

Norman Birnbaum

Analyser la présence américaine au Proche-Orient demande examiner la façon dont est élaborée la politique étrangère des Etats-Unis dans la région. Nous devons également être conscients que le futur, futur immédiat compris, peut être différent du passé. Alors que j'écris ces lignes, les USA font face aux conséquences de la victoire électorale du Hamas en Palestine. Dans un moment d'honnêteté surprenant pour quelqu'un d'aussi manifestement familiarisé avec la manipulation de l'opinion publique, la secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, a reconnu que le gouvernement des USA avait été surpris par le résultat. Les USA tentent actuellement aussi de convaincre le reste du monde que le programme nucléaire de l'Iran représente une grave menace pour la stabilité régionale et bien entendu pour la stabilité mondiale. L'objectif de la campagne n'est pas, comme nous le verrons, d'unifier le monde autour de la position de leader des USA, mais plutôt de neutraliser et de diminuer l'opposition si jamais, et cela est parfaitement plausible, les USA décidaient d'utiliser les forces militaires en plus d'opérations secrètes contre l'Iran. Il convient enfin de mentionner la profusion de protestations liées à la publication dans un journal danois xénophobe d'une caricature que l'ensemble du monde musulman a considéré offensive. Le gouvernement des USA s'est empressé de critiquer la publication, mais la politique américaine au Proche-Orient partage certains aspects s'apparentant à une croisade contre l'islam. De nombreux changements sont par conséquent en marche.

Les idéologues de la politique étrangère

Comment est élaborée la politique étrangère des USA dans la région ? C'est en apparence le président et son personnel de la Maison Blanche qui établissent les objectifs et prennent les décisions importantes, toutefois l'exécution reste aux mains des départements d'Etat et de la Défense, de l'Agence centrale d'intelligence et des branches économiques du gouvernement. Le consensus en matière de priorités

entre ces organismes est plus souvent l'exception que la norme. Les forces armées maintiennent leurs propres contacts avec leurs homologues d'autres pays. C'est également le cas des départements spécialisés dans les opérations secrètes. Le Congrès doit approuver le financement pour la politique étrangère, or celui-ci se trouve également divisé entre la majorité et l'opposition (actuellement les démocrates) et soumis aux pressions de groupes externes formés de sponsors à grande échelle ou de groupes capables d'influencer des blocs cruciaux de l'électorat.

En ce qui concerne la politique étrangère, les universités américaines sont légèrement indépendantes face aux pressions politiques immédiates. Cependant parmi les professeurs d'université travaillant aux affaires internationales, nombreux sont ceux qui ont pour ambition d'entrer dans le gouvernement ou de l'influencer et qui sont donc complètement domestiqués. Ceux informant de l'étranger ou observant à Washington la politique étrangère dans les médias, ne se distinguent généralement pas par leur connaissance de l'histoire (pas même de l'histoire américaine) ou des régions depuis lesquelles ils informent. Nos médias, manifestement libres, constituent fréquemment un organisme de propagande non officielle pour l'hégémonie globale des USA, une condition qui s'est parfois vue éclaboussée par la publication de faits que les hommes politiques auraient préférés voir supprimés. L'intérêt des médias n'est pas de faire à tout prix rougir le gouvernement, ce qui ne doit pas être confondu avec la critique systématique.

Enfin, qu'en est-il de la citoyenneté ? En fin de compte, nous sommes une démocratie et les questions de politique étrangère sont soumises au vote. Le hic, c'est que l'opinion publique ne s'exprime que partiellement : lors des récentes élections présidentielles, le taux de participation oscillait autour de 50 %. La plupart des citoyens se soucient de leur propre lutte dans leur vie de tous les jours, qui est déjà suffisamment difficile en soi dans une société de marché ne bénéficiant ni des larges services

Norman Birnbaum, professeur d'université émérite du Centre de Droit de l'Université de Georgetown et conseiller du Comité progressiste du Congrès.



Conférence de presse du président Bush, en compagnie du vice-président Dick Cheney, du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et de la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice. Washington 2006./ AP RADIALPRESS

publics ni des institutions de l'état du bien-être social de l'Europe occidentale. De plus, la plupart d'entre eux ne possèdent ni les connaissances ni la capacité critique permettant de passer au crible ce qu'ils voient à la télévision ou ce que les présidents, généraux et hommes politiques leur disent. Seul un petit nombre d'américains entretient des liens avec le Proche-Orient, par le biais de la famille, du service militaire ou des études, en contraste avec les groupes beaucoup plus nombreux ayant des liens avec l'Asie, l'Afrique, l'Europe ou l'Amérique latine (les arabo-américains, chrétiens pour la plupart ne représentent pas plus de 1 % de la population). Par conséquent, les citoyens sont plutôt passifs qu'actifs.

Quels sont les éléments de la politique des USA envers le Proche-Orient ?

Garantir un approvisionnement fiable en pétrole est sans doute primordial. Les USA, qui représentent environ 5 % de la population mondiale, consomment environ 25 % du pétrole du monde. Le Proche-Orient, qui produit 30 % du pétrole de la planète est en ce sens indispensable aux USA. Les entreprises pé-

trolifères américaines sont omniprésentes au Proche-Orient. D'autres segments du capital américain (construction, finances, assurances, services professionnels et techniques) ont colonisé des économies entières. Malgré leurs grandes accumulations de capital, les économies du Proche-Orient sont loin d'être indépendantes et sont intégrées dans le capitalisme global – qui est à son tour toujours dominé par les USA – selon des modalités qui les transforment en une partie de l'empire américain. Chacun à leur manière, Mohammed Mossadegh, puis plus tard les leaders de la République islamique d'Iran, Saddam Hussein en Irak et Mouammar Khadafi en Libye, en aspirant à être autonome, se sont attiré l'inimitié des USA. La famille royale d'Arabie saoudite, les territoires du Golfe dominés par les cheikhs et le Koweït ont au contraire accepté – en émettant cependant quelques réserves – une relation avec les USA qui n'est pas une relation d'association mais de dépendance militaire et politique. Sans pétrole, avec le nassérisme relégué au titre de souvenir qui s'estompe et d'autres forces réprimées, l'Egypte, en raison de sa population et de son emplacement, s'est vue contrainte à la même dépendance. La Jordanie est un Etat client, le Liban un problème et la Syrie s'avère irritante.



Le 18 mars 2006, troisième anniversaire de l'invasion d'Irak, des manifestations contre la guerre se sont tenues dans le monde entier. Sur la photo, deux participants à un rallye organisé par les syndicats à Athènes. Mars 2006./ AFP

Nous arrivons aux composantes idéologiques du rôle américain au Proche-Orient. La première est évidente : la population des USA est chrétienne à environ 96 %. Cela implique une profonde ambivalence envers l'islam. Les apologistes et idéologues de la « guerre américaine contre le terrorisme » – dont beaucoup sont des phraseurs et d'autres des opportunistes ambitieux – ne cessent de décrire comme une réalité une offensive pour réinstaurer un califat, du Maroc à l'Indonésie. Telle est la version américaine d'une reconquête islamique, encore plus terrifiante étant donné l'ignorance des USA concernant l'islam, son histoire, ses divisions internes et sa variété culturelle. Un pourcentage significatif des chrétiens américains, peut-être même un tiers, adhèrent à un littéralisme biblique et interprètent l'histoire du point de vue de l'arrivée de l'Apocalypse, la bataille finale contre le mal. On pourrait d'ailleurs trouver le président, George W. Bush lui-même, parmi eux.

Cependant, la situation est bien plus complexe que le besoin de dominer la région dans l'objectif d'obtenir du pétrole. Les alliés européens des USA et ses grands alliés du Pacifique, Japon et la Corée du Sud, dépendent également du pétrole du Proche-Orient. La revendication américaine d'une hégémonie globale se fonde sur une capacité militaire pour protéger ceux qui suivent son orbite politique. Cela donne aux USA une stimulation géopolitique pour dominer la région liée au pétrole, et cependant relativement autonome par rapport à celui-ci. La chute de l'Union soviétique a offert aux USA une opportunité – bien avant le conflit en Afghanistan avec Al Qaida et les talibans – pour établir des bases au sein de plusieurs ex-républiques soviétiques. Les forces de l'armée et l'influence politique des USA ont pénétré dans toute la région se trouvant entre la Chine et la Russie. La Turquie, autrefois un précieux membre de l'OTAN tel un bastion contre l'ancienne Union soviétique, est aujourd'hui mi-alliée, mi-Etat client. Ce sont les USA qui imposent à l'Union européenne (UE) d'admettre la pleine adhésion de la Turquie afin d'éviter qu'elle ne devienne un Etat islamiste ou qu'elle n'augmente l'indépendance dont elle a fait preuve en refusant de collaborer dans le cadre de l'attaque contre l'Irak ou de permettre que son territoire ne soit utilisé pour une invasion du Nord de ce pays. Le calcul à long terme des planificateurs américains est qu'une Turquie intégrée en Europe serait un bastion contre l'islamisme.

L'idée des USA, non seulement en tant que nation chrétienne, mais également en tant que « pays rédempteur » avec une mission divine spéciale est une source importante de la croyance de nombreux américains – rarement souillée par des comparaisons réelles avec d'autres sociétés – selon laquelle la leur est la « meilleure nation sur terre ». Implicitement, l'idée d'une mission spéciale confère aux USA le pouvoir, du moins s'ils ne peuvent pas convertir entièrement le reste du monde aux valeurs américaines, de diriger les zones moins favorisées car elles ne sont pas américaines. Les fondamentalistes protestants, auxquels s'unissent les catholiques traditionalistes, représentent une grande partie de l'électorat républicain. Un autre aspect tout aussi grotesque de la situation est que les républicains impérialistes d'une espèce plus sophistiquée souhaitent libérer les pays islamiques de leur esclavage des croyances, alors que leurs alliés fondamentalistes ont l'ambition de restreindre l'enseignement de l'évolution dans les collèges privés.

Au cours des dernières dizaines d'années, les protestants fondamentalistes ont établi une alliance avec une grande partie des juifs américains. Les juifs, représentant autour de 2 % de la population, constituent l'un des groupes les plus cultivés et les plus prospères, très présents dans le monde des arts, de la culture, de l'éducation, des lois, de la médecine, de la science et des finances, des médias et des nouveaux secteurs technologiques. La plupart des juifs américains sont des

descendants de l'immigration juive d'Europe de l'Est de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, et possèdent des souvenirs familiaux de discrimination sociale et d'antisémitisme actif, aujourd'hui apaisés dans une grande mesure ou clandestins. Ils conservent également des souvenirs de leur impuissance politique à aider les juifs européens lors de l'Holocauste, et cela s'est traduit par une forte identification avec Israël et ce, précisément, de la part de ceux qui n'ont pas la moindre intention d'aller s'y établir.

Et il y a également un autre paradoxe. Une grande partie des juifs des USA, sont, d'après les critères américains, « libéraux » (ce qui correspond en Europe à des social-démocrates) et s'inclinent instinctivement vers un soutien aux travaillistes et au parti de la paix et de la réconciliation en Israël. Cependant, les leaders de la plupart des juifs organisés sympathisent avec le Likoud et le parti Grand Israël. Les juifs constituent un bloc important de l'électorat en Californie et à New York et, dans une moindre mesure, dans d'autres grandes zones urbaines. Ils donnent leur vote aux démocrates, environ à 70 %, et il est plausible de calculer qu'un tiers au moins du financement du Parti démocrate provient des juifs (et ce, bien que beaucoup d'entre eux ne soit pas des partisans du Likoud). Le groupe de pression israélien de Washington a tendance à se servir de cette situation pour avoir une influence au sein des deux partis. Et il ne s'agit pas seulement d'une question de soutien à Israël : le groupe de pression israélien soutient une politique étrangère impérialiste des USA en se basant sur le raisonnement suivant : plus l'intervention des USA dans le monde sera grande, plus le poids d'Israël en tant qu'allié sera important.

Il est intéressant de mettre tout cela en perspective. Le groupe de pression d'Israël exercerait une influence bien moindre si les USA n'étaient pas un pays au sein duquel les versions calvinistes du protestantisme mènent à un certain philosémitisme (les juifs sont vus comme le peuple de l'Ancien Testament). Le soutien du groupe israélien à l'empire n'est pas responsable de l'idéologie et de la pratique de la domination globale des USA, mais est en harmonie avec celles-ci. En tout cas, l'idéologie impériale aux USA s'est vue énormément favorisée par les attentats du 11 septembre 2001, qui ont menacé l'idée d'invulnérabilité géopolitique de la nation. Dans ce cadre, il s'est avéré impossible pour le groupe de pression israélienne d'assimiler la guerre contre le terrorisme des USA et la lutte israélienne contre la résistance palestinienne.

Il ne reste plus qu'à examiner la doctrine relativement récente de la démocratisation. La secrétaire Rice a déclaré que les USA pratiqueront désormais la « diplomatie transformatrice » au sein des frontières d'autres Etats. Le dernier document de planification du Pentagone prévoit une grande augmentation des forces pouvant agir au sein de ces pays, et si nécessaire, sans le permis de ceux-ci. En d'autres mots, l'administration de Bush a proclamé un droit

illimité à l'intervention n'importe où et à n'importe quel moment, intervention qui sera dictée par les intérêts nationaux du pays. Il reste à savoir la résistance que cette attitude va provoquer chez les nations ennemies et amies : et il y en aura. Quant à la doctrine et à la pratique de la « démocratisation », on ne peut pas dire que les grands noms de l'appareil de politique étrangère des USA soient connaisseurs de la région ou se fassent une idée de ses limitations propres. Ils déclenchent des événements qu'ils sont manifestement incapables de contrôler.

Pour le Proche-Orient, la doctrine accentue les contradictions de la politique américaine, qui s'est fondée sur un double principe : apporter un soutien à Israël, quoi qu'il fasse, et ne permettre en aucun cas le renversement de gouvernements tels que celui d'Egypte, des Emirats, du Kazakhstan, du Koweït et de l'Arabie saoudite. Il est possible que l'effort américain pour mobiliser l'UE, la Chine et la Russie afin qu'elles bloquent les projets nucléaires de l'Iran provoque plus de chaos encore que l'invasion et l'occupation de l'Irak. L'occupation est un échec non seulement en Irak mais également en Afghanistan où très peu de progrès sont appréciés.

Les pays européens, ayant de grands intérêts dans une région avec laquelle ils entretiennent des liens historiques, ont tenté l'impossible par rapport à l'occupation israélienne de la Palestine : coordonner leurs politiques avec celles des USA et rendre justice aux palestiniens. Ils se sont montrés extraordinairement passifs par rapport à Israël, en n'utilisant à aucun moment le commerce israélien avec l'UE comme moyen de pression. Quant à l'Iran, ils se sont contentés d'une déclaration anodine sur une zone sans énergie nucléaire au Proche-Orient et ils n'ont pas abordé l'évidence même : que l'armement nucléaire d'Israël constitue un stimulant pour que l'Iran développe le sien. Le refus de la France et de l'Allemagne d'envoyer des forces armées en Irak n'a pas été suivi d'un effort visant à développer une politique européenne autonome dans la région. L'activité diplomatique et l'énergie politique ont au contraire été épuisées pour se réconcilier avec les USA et l'acceptation renouvelée de ses revendications de leader, notamment de la part de la nouvelle chancelière allemande, Angela Merkel, et ce, bien que ses partenaires de coalition du Parti social-démocrate et le ministre des Affaires étrangères se montrent plus réservés.

La situation au sein des pays européens se voit bien évidemment aggravée par les grandes communautés immigrantes de musulmans qui se sont actuellement établies en Europe. Les pays de l'UE n'ont pas encore utilisé ces canaux d'influence au sein des sociétés musulmanes, un éventuel avantage par rapport aux USA. Une vraie tentative d'arriver à une politique étrangère autonome et commune de la part de l'UE imposerait sans doute une limite aux ambitions des USA et constituerait une importante contribution au développement de la paix dans la région. Toutefois, les signes en ce sens sont actuellement assez rares. ■